



## **De la parole aux actes**

### **Rapport d'engagement envers les actionnaires**

De la parole aux actes fait état des activités d'engagement envers les actionnaires de Vancity Investment Management Ltd. en 2019 et durant le premier trimestre de 2020, et fournit des renseignements généraux sur l'incidence des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance sur la valeur actionnariale.



# Vancity Investment Management Ltd. (VCIM)

## Rapport sur l'engagement envers les actionnaires 2019 / T1 2020

Le cœur même de la philosophie de VCIM est fondé sur le principe que le succès financier à long terme d'une entreprise dépend de sa capacité à cultiver et à maintenir des relations positives avec ses principales parties intéressées. La viabilité financière de l'entreprise est directement influencée par chaque partie intéressée : les investisseurs sont une source de capital; les clients achètent les produits et services; les employés apportent leur travail, leur talent et leurs compétences; et les collectivités facilitent le commerce au niveau local. La relation avec chaque partie intéressée se répercute sur la capacité de l'entreprise à réunir des fonds, à dégager un revenu, à gagner un bénéfice, à poursuivre ses opérations et à créer de la valeur.

Lorsque l'entreprise équilibre les attentes et les besoins des parties intéressées, elle se trouve dans la meilleure position possible pour jouir d'une croissance durable et préserver la valeur actionnariale. Pour gérer avec succès les attentes contradictoires et satisfaire en même temps les besoins, il est essentiel pour l'entreprise d'avoir une connaissance approfondie des risques, des impacts et des opportunités d'ordre environnemental, social et de gouvernance (ESG) ainsi que d'ordre financier.

Avant de faire un placement, VCIM évalue les politiques, les performances et les pratiques propres à l'entreprise en ce qui concerne l'environnement, la responsabilité sociale et la gouvernance d'entreprise. Cet examen ESG approfondi est conjugué à une rigoureuse analyse financière afin de déterminer si les titres de la société conviennent aux fonds gérés pour le compte des investisseurs.

Une fois que le placement est effectué, la performance ESG de l'entreprise est surveillée. Lorsque de nouveaux risques surviennent ou bien même que les pratiques courantes se détériorent, VCIM utilise les outils d'engagement envers les actionnaires pour convaincre la haute direction de prendre les mesures nécessaires pour rectifier la situation. Au cours de la dernière décennie, VCIM a déposé 69 propositions d'actionnaires et pris contact avec des entreprises 223 fois pour les encourager à prendre des mesures appropriées au sujet des questions liées à leur performance environnementale, responsabilité sociale et gouvernance d'entreprise.

### Engagement en 2019 et au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

L'an dernier a marqué un jalon pour VCIM, car nous avons finalisé la transition de notre stratégie liée au risque climatique à un mandat entièrement sans combustible fossile en liquidant nos placements dans des producteurs de pétrole et de gaz, des sociétés de pipelines, des services de distribution de gaz naturel aux collectivités et des activités de gaz naturel liquéfié (GNL).

La pandémie de la COVID-19 a transformé le monde du jour au lendemain et obligé chaque personne, entreprise ou gouvernement à repenser sa manière de vivre, de travailler et de faire des affaires. La volatilité du marché qui en a résulté a renforcé la stratégie de VCIM selon laquelle des problèmes sociaux et environnementaux sont des risques financiers qui doivent être gérés. La stratégie d'engagement de VCIM est un élément clé de notre cadre de gestion des risques.

Au cours de 2019 et du premier trimestre de 2020, VCIM a pris contact avec 32 sociétés dans un ou plusieurs des 10 domaines clés suivants : santé et sécurité des salariés; sécurité minière; équité de rémunération entre les sexes; pesticides; résistance aux antimicrobiens; accès aux médicaments; droits de la personne dans la technologie numérique et la chaîne d'approvisionnement; utilisation des ressources en eau; emballage des produits de consommation; et changement climatique. VCIM a déposé 13 résolutions d'actionnaires qui ont été retirées en fin de compte à la suite de discussions ciblées et d'engagements pris par les principaux décideurs de chaque société.

#### Activités d'engagement en 2019

**32** | sociétés contactées

**13** | résolutions d'actionnaires déposées

**10** | objectifs du programme de développement durable des Nations Unies promus au moyen d'activités d'engagement

**6** | adhésion à six déclarations de soutien, alliances ou initiatives d'investisseurs









En plus de prendre contact avec les sociétés dans lesquelles les fonds détiennent des placements, VCIM a participé à des engagements collaboratifs avec d'autres investisseurs dans plusieurs domaines, y compris l'accès aux médicaments, la résistance aux antimicrobiens, la sécurité minière, les émissions de carbone et l'utilisation de l'eau liée aux chaînes d'approvisionnement de protéines animales, l'utilisation des pesticides et leur réduction pour une gestion plus sûre des produits chimiques, et les conditions de sécurité dans les usines de production de vêtements.

# OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Au cours de la plus récente période, les activités d'engagement de VCIM ont aidé à faire avancer 10 objectifs du programme de développement durable des Nations Unies. Au total, ce programme comporte 17 objectifs de développement durable (« ODD »), qui sont conçus pour traiter de la pauvreté, des inégalités économiques, de l'équité entre hommes et femmes et de la durabilité environnementale. Les Nations Unies et bon nombre de gouvernements ont explicitement reconnu que les entreprises ne peuvent pas prospérer si ces objectifs ne sont pas atteints.

## Faits saillants de l'engagement envers les actionnaires

 	<p><b>Santé et sécurité des salariés</b> – La question des congés payés est au cœur des discussions liées à la COVID-19 et les sociétés qui ne se penchent pas sur la question de la santé et de la sécurité de leurs salariés font face à des risques de réputation. Pour ce qui est de la distanciation sociale, du confinement et des mesures de quarantaine au travail, les salariés ont besoin d'incitatifs pour rester chez eux lorsqu'ils sont malades ou risquent de porter le virus. Sans congé payé, les salariés sont plus enclins à ignorer des symptômes bénins ou des protocoles de confinement et ils risquent de propager le virus. VCIM a contacté Restaurant Brands International, propriétaire de Tim Hortons, de Burger King et de Popeyes, pour encourager la société à faire en sorte que ses salariés aient accès à un congé payé.</p> <p>Prise de contact avec : <b>Restaurant Brands International</b></p>
	<p><b>Résistance aux antimicrobiens (RAM)</b> – La RAM est un nouveau risque ESG qui menace la stabilité des systèmes de soins de santé dans le monde entier. Elle survient lorsque des bactéries et d'autres microbes pathogènes développent une résistance à des médicaments auparavant efficaces. À cause de la RAM, les antibiotiques ne sont plus en mesure de traiter des infections. Dans le cadre de l'initiative <i>Farm Animal Investment Risk and Return (FAIRR)</i>, VCIM a participé à un engagement collaboratif avec 20 entreprises alimentaires mondiales pour leur demander de mettre au point des politiques relatives aux antibiotiques et d'éliminer l'usage routinier, prophylactique des antibiotiques dans toutes les chaînes d'approvisionnement avec des cibles et des délais bien clairs pour leur mise en application.</p> <p>Prise de contact avec : <b>Restaurant Brands International</b></p>
 	<p><b>Accès aux médicaments</b> – On estime que deux milliards de personnes dans des pays à faible et moyen revenu n'ont pas accès à des médicaments essentiels.<sup>1</sup></p> <p>VCIM est signataire de la Fondation pour l'accès aux médicaments (<i>Access to Medicine Foundation</i> [AMF]), organisation indépendante, sans but lucratif qui vise pour l'essentiel à guider les sociétés pharmaceutiques et les inciter à faire davantage pour les gens qui vivent dans des pays à faible et moyen revenu.</p> <p>VCIM a déposé une résolution d'actionnaires auprès de Gilead Sciences pour demander à la société : 1) d'effectuer un examen de divergences dans un accès équitable aux médicaments contre le VIH/SIDA qui peuvent prévenir l'infection de personnes séronégatives; et 2) de repérer et d'éliminer les obstacles financiers et autres à l'accès.</p> <p>Prise de contact avec : <b>Gilead Sciences</b></p>
  	<p><b>Risque climatique : financement de projets</b> – Le financement de projets d'exploration pétrolière et gazière dans l'Arctique présente de graves risques climatiques. Le réchauffement de l'Arctique progresse deux fois plus rapidement que dans le reste du globe et on s'attend à ce que cela entraîne de graves perturbations écologiques. Les institutions financières qui financent ces projets s'exposent à de gros risques environnementaux, de réputation et d'actifs délaissés. VCIM a déposé des résolutions d'actionnaires auprès de La Banque de Nouvelle-Écosse et de La Banque Toronto-Dominion pour demander que leur conseil d'administration réexamine la possibilité d'imposer un moratoire sur le financement des projets pétroliers et gaziers dans l'Arctique.</p> <p>Prise de contact avec : <b>La Banque de Nouvelle-Écosse, La Banque Toronto-Dominion</b></p>

	<p><b>Risque climatique : divulgation</b> – L'amélioration des rapports de divulgation de l'information fait ressortir les risques climatiques auxquels les sociétés font face et elle fournit aux investisseurs de meilleurs renseignements pour leurs prises de décisions. VCIM appuie le Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques et le Projet de divulgation des émissions carbone (<i>Carbon Disclosure Project</i> [CDP]). Nous communiquons avec les sociétés dans nos portefeuilles dont la divulgation de l'information sur le climat est inadéquate afin qu'elles rehaussent leurs rapports et la transparence sur le risque climatique et le rendement.</p> <p>Prise de contact avec : <b>Fiducie de placement immobilier industriel Dream, Boralex, Brookfield Infrastructure, Chartwell résidences pour retraités, Colliers International, Genworth Financial, New Flyer Group, Fonds de placement immobilier RioCan, Onex Corporation</b></p>
  	<p><b>Risque climatique : agriculture et utilisation des ressources en eau</b> – La production de bétail nécessite des ressources considérables avec d'énormes quantités d'eau et d'énergie nécessaires pour le maintien des opérations.</p> <p>VCIM s'est joint à l'engagement sur l'approvisionnement durable en protéines animales de la FAIRR. Cette initiative demandait aux sociétés alimentaires : 1) de divulguer publiquement leurs intentions et leur approche à long terme pour effectuer la transition de leurs portefeuilles de protéines à des sources qui ont des effets moindres et sont plus durables, notamment des protéines végétales ou autres; et 2) d'appuyer la transition diététique en phase avec un monde à 1,5 degré.</p> <p>Prise de contact avec : <b>Les Compagnies Loblaw, Saputo Inc.</b></p>
	<p><b>Le plastique et l'économie circulaire : emballage des produits de consommation</b> – On croit qu'environ 50 % du plastique est utilisé une seule fois puis jeté. Les déchets des emballages de produits de consommation contribuent en grande partie à la quantité de plastique dans les océans du monde et la popularité des établissements de restauration rapide aux emballages alimentaires jetables commence à devenir un sujet de graves préoccupations. VCIM a communiqué avec Starbucks sur la manière dont la société se penche sur la question du plastique dans ses opérations.</p> <p>Prise de contact avec : <b>Starbucks Corporation</b></p>
	<p><b>Le plastique et l'économie circulaire : recyclage</b> – L'infrastructure de recyclage en Amérique du Nord reposait sur la vente de matériaux recyclables à la Chine. Ce système s'est effondré lorsque la Chine a adopté une politique visant à restreindre les importations de produits recyclables. Les contenants et emballages en plastique sont particulièrement problématiques, car 9 % seulement des produits en plastique fabriqués depuis les années 1950 ont été recyclés. VCIM a déposé une résolution d'actionnaires auprès de Waste Connections pour établir des cibles mesurables pour accélérer le recyclage et le compostage dans ses opérations.</p> <p>Prise de contact avec : <b>Waste Connections</b></p>
	<p><b>Pesticides et gestion de produits chimiques</b> – Les produits à base de glyphosate, comme Roundup, sont parmi les herbicides les plus utilisés dans le monde. La prévalence des herbicides à base de glyphosate dans l'environnement a abouti à un examen plus rigoureux de ses effets potentiels sur la santé humaine et le fonctionnement de l'écosystème. VCIM a pris contact avec des sociétés dans nos portefeuilles au sujet de leur utilisation de produits à base de glyphosate et de leurs stratégies de gestion des risques.</p> <p>Prise de contact avec : <b>Home Depot, CVS Health, Société Canadian Tire, Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique</b></p>
	<p><b>Sécurité minière et bassins de retenue des résidus</b> – De plus en plus de risques ESG sont associés aux opérations minières, car des accidents peuvent avoir de graves conséquences aussi bien pour les personnes que pour l'environnement. Ces résidus sont des sous-produits des opérations minières qui n'ont en général aucune valeur et peuvent contenir des composés toxiques. VCIM a adhéré à l'initiative des investisseurs à l'égard des opérations et déchets miniers (<i>Investor Mining and Tailings Safety Initiative</i>) qui vise à recueillir auprès des sociétés minières des renseignements sur la gestion de leurs bassins de retenue des résidus et encourager des pratiques exemplaires. VCIM a pris contact avec des sociétés dans nos portefeuilles pour qu'elles présentent l'information requise dans le cadre de cette initiative et a communiqué avec elles sur la gestion des bassins de retenue des résidus.</p> <p>Prise de contact avec : <b>Nutrien, Agnico-Eagle, Lundin Mining</b></p>
	<p><b>Équité salariale entre hommes et femmes</b> – L'écart de rémunération entre les sexes contribue à la paupérisation des femmes, agit comme une barrière à leur pleine participation économique et restreint la croissance économique mondiale. VCIM a demandé cette année à des entreprises financières de mesurer, divulguer et éliminer l'écart dans la rémunération pour les femmes.</p> <p>Prise de contact avec : <b>Banque Royale, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Manuvie, Sun Life</b></p>
	<p><b>Droits de la personne</b> – Les pratiques de la technologie numérique présentent de plus en plus de risques pour les droits de la personne en raison de la surveillance numérique, de la collecte de données personnelles sur les usagers et du contenu ciblant les usagers. VCIM a adhéré à un engagement d'investisseurs collaboratif pour demander à Alphabet Inc. d'établir au niveau du conseil d'administration une supervision des risques aux droits de la personne et d'évaluer comment la société gère les effets de ses produits et services sur les droits de la personne.</p> <p>Depuis la tragédie de Rana Plaza en 2003, VCIM joue un rôle actif dans les efforts visant à protéger les droits des travailleurs dans la chaîne d'approvisionnement au Bangladesh. L'an dernier, nous avons demandé au gouvernement de prolonger l'<i>Accord on Fire and Building Security in Bangladesh</i> et participé à un dialogue avec le haut-commissaire canadien au Bangladesh.</p> <p>Prise de contact avec : <b>Alphabet Inc.</b></p>



## Santé et sécurité des salariés : COVID-19

La pandémie de la COVID-19 a forcé les sociétés à restructurer en quelques semaines, en quelques jours dans certains cas, leurs opérations commerciales. Les sociétés ont été obligées de repenser comment continuer leurs opérations tout en accordant une importance prioritaire à la santé et sécurité de leurs salariés, clients et membres de la collectivité.

Du point de vue ESG de VCIM, la manière dont les sociétés géraient la santé et la sécurité de leurs intervenants est devenue une priorité urgente. Les entreprises essentielles devaient continuer leurs opérations tout en assurant la protection des salariés et clients. Les entreprises qui ont été forcées de fermer ont dû se convertir en des modèles virtuels et considérer l'impact sur les salariés qui n'étaient plus nécessaires ou qui étaient mis à pied provisoirement.

Étaient particulièrement vulnérables les travailleurs temporaires, contractuels ou indépendants faisant part de l'économie des petits boulots, et ceux ne bénéficiant pas de congé de maladie payé. Pour que les mesures de distanciation sociale, de confinement et de quarantaine soient efficaces, les salariés exigeaient des incitatifs pour rester à la maison pendant qu'ils étaient malades ou risquaient de porter le virus. Sans congé de maladie payé, les salariés étaient plus portés à ignorer des symptômes bénins ou des protocoles de confinement et risquer d'accélérer la propagation du virus.

Durant le premier trimestre de 2020, les employeurs ESG sont montés au créneau avec des changements de politique en réaction à la pandémie, dans bon nombre de cas passant aux actes plus rapidement et plus tôt que requis par les directives du gouvernement. Ces actions comprenaient le droit à des congés payés lorsqu'il n'y en avait pas auparavant, l'engagement à continuer à payer les salariés malgré la diminution des besoins en personnel et des fonds créés pour appuyer les salariés temporaires et contractuels tout au long de la crise. Dans les cas où des sociétés n'ont pas réagi ou ont fait preuve de réponse inappropriée, VCIM a utilisé de son influence comme actionnaire pour convaincre ces entreprises à passer aux actes.

VCIM a communiqué avec Restaurant Brands International pour comprendre comment la société aidait les salariés dans les installations de la société et des franchisés avec l'accès au congé de maladie payé. Dans une lettre ouverte à tous les intervenants, la société a expliqué en détail une réponse à la pandémie de la COVID-19 présentant des projets pour venir en aide aux salariés avec un fonds de soutien de 40 millions \$ CA, un congé de maladie payé et des programmes de soutien financier pour les propriétaires de restaurants pour qu'ils continuent leurs opérations pendant la crise.



## RAM

VCIM continue de communiquer avec des sociétés au sujet des pratiques agricoles qui peuvent contribuer au développement de maladies contagieuses d'un nouveau genre. Même si les marchés traditionnels d'animaux à ciel ouvert en Asie sont devenus notoires dans l'émergence de virus d'un nouveau genre, l'agriculture industrielle et de piètres pratiques agricoles dans les pays occidentaux font face à des préoccupations similaires. Pour cette raison, VCIM a dirigé notre travail d'engagement de manière à améliorer les pratiques agricoles tout au long des chaînes d'approvisionnement de produits alimentaires au détail en se penchant sur la RAM.

La RAM est un nouveau risque ESG qui menace la stabilité des systèmes de soins de santé dans le monde entier. Elle survient lorsque des bactéries et d'autres microbes pathogènes développent une résistance aux médicaments qui étaient efficaces auparavant. Aux États-Unis, les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (*Centers for Disease Control and Prevention* [CDC]) estiment que la RAM provoque environ 2,8 millions de maladies et plus de 35 000 décès par année. À cause de la RAM, il se pourrait que les antibiotiques ne soient plus en mesure de traiter des infections.

Une vaste gamme de procédures médicales dépendent de traitements antibiotiques efficaces, notamment les transplantations d'organes, la chimiothérapie et la dialyse pour des maladies rénales en phase terminale. Les médicaments antibiotiques, antifongiques, antiviraux et antiparasitaires forment la clé de voûte de la médecine moderne, faisant ressortir l'urgence à laquelle fait face la communauté des soins de santé pour la résolution de la RAM. Les Nations Unies, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des autorités nationales comme les CDC sont conscients de la nécessité de passer aux actes.

Plusieurs facteurs sont responsables du développement de la RAM, notamment une utilisation inappropriée par les patients, les écoulements pharmaceutiques et les usages agricoles. L'utilisation d'antibiotiques pour promouvoir



la croissance et empêcher les maladies dans le bétail préoccupe également les organismes de réglementation et les consommateurs. Selon le Secrétariat américain aux produits alimentaires et pharmaceutiques (*Food and Drug Administration* [FDA]), 70 % des antibiotiques prescrits aux États-Unis sont utilisés dans des animaux. Les doses sous-thérapeutiques utilisées pour prévenir des maladies et promouvoir la croissance sont le plus susceptibles d'entraîner le développement de la résistance qu'un traitement à fortes doses d'une plus courte durée. La présence de plus en plus fréquente de la RAM dans l'approvisionnement alimentaire menace directement la santé humaine, car les maladies provoquées par des bactéries résistantes semblent de plus en plus graves et ont moins d'options de traitement. La RAM étant de plus en plus fréquente, les antibiotiques pourraient devenir inefficaces et des procédures médicales, comme certaines formes de chimiothérapie et de dialyse qui dépendent des antibiotiques, ne pourraient plus être possibles.

VCIM est signataire de la FAIRR, une initiative des investisseurs qui s'adresse aux importants risques ESG et aux possibilités que présente l'élevage intensif de bétail. Dans la cadre de cette initiative, VCIM a participé à un engagement collaboratif avec 20 sociétés alimentaires mondiales pour leur demander d'établir des politiques relatives aux antibiotiques et d'éliminer l'utilisation routinière et prophylactique des antibiotiques dans toutes les chaînes d'approvisionnement avec des cibles et des délais bien clairs pour leur application. L'accent est mis sur les antibiotiques qui ont été décrits par l'OMS comme des antimicrobiens d'une importance critique pour la médecine humaine.

À la suite de cet engagement, Restaurant Brands International, propriétaire de Tim Hortons, Burger King et Popeyes, s'est engagé à supprimer l'utilisation des antibiotiques dans toutes les chaînes d'approvisionnement de la viande de bœuf. Cela permettra à la société de fixer, d'ici la fin de 2020, des cibles pour l'élimination des antibiotiques dans les chaînes d'approvisionnement de la viande de bœuf de toutes les trois marques. En 2018, Burger King et Tim Hortons ont éliminé l'utilisation d'antibiotiques d'importance médicale dans les chaînes d'approvisionnement de la volaille. Popeyes, étant une acquisition ultérieure, la société travaille maintenant à quantifier et comprendre l'utilisation des antibiotiques dans sa chaîne d'approvisionnement. Dès que ce sera terminé (à la fin de 2020), Restaurant Brands International fixera des cibles bien claires pour éliminer l'utilisation des antibiotiques dans la chaîne d'approvisionnement de volaille de Popeyes aussi.



et des vaccins contre la COVID-19 sont mis au point, ils doivent être universellement disponibles, peu importe la capacité à payer. À l'instar de la lutte contre le VIH et le SIDA, un accès équitable aux vaccins, traitements et protocoles de soins est une nécessité sociale et sanitaire.

L'accès abordable aux soins de santé est d'une importance fondamentale pour la croissance et le développement humains. Les percées médicales du 20<sup>e</sup> siècle ont en grande partie favorisé le développement économique constaté au cours de cette période. Avant le vaccin contre la polio, des enfants étaient régulièrement paralysés par cette maladie. En l'absence de traitement médical, la rougeole infecterait plus de trois millions de personnes aux États-Unis par année, avec des taux de mortalité jusqu'à 5 %.<sup>2</sup> Avant l'invention des antibiotiques, une simple blessure pourrait causer une infection et de la septicémie, entraînant le décès de jeunes adultes autrement en bonne santé. Des maladies non contagieuses comme le diabète, l'hypertension et le cancer sont plus courants de nos jours et elles peuvent aboutir à la même perte de productivité. De bas niveaux de santé sont associés à des taux d'épargne et de rendement sur le capital moins élevés, et à des niveaux plus bas d'investissements nationaux et étrangers,<sup>3</sup> tous des facteurs qui peuvent entraîner et aboutissent en effet à des réductions de la croissance économique. Cela ne représente même pas les souffrances et les malheurs que la maladie inflige à des individus et l'impact émotif et mental sur ceux qui leur sont chers.

On estime que deux milliards de personnes dans des pays à faible et moyen revenu n'ont pas accès à des médicaments essentiels.<sup>4</sup> Dans des pays développés, aux États-Unis en particulier, le manque d'assurance maladie conjugué aux prix de médicaments extrêmement élevés peut empêcher des populations à faible revenu d'avoir accès aux médicaments disponibles. VCIM déploie des efforts d'engagement pour s'adresser à ces deux questions de l'accès aux médicaments.

VCIM est signataire de ATMF, une organisation indépendante, sans but lucratif qui s'efforce pour l'essentiel d'inciter et de diriger les sociétés pharmaceutiques pour qu'elles en fassent davantage pour les gens qui vivent dans des pays à faible et moyen revenu. Cette fondation publie tous les deux ans l'indice Access to Medicine qui décrit les succès des



## Accès aux médicaments

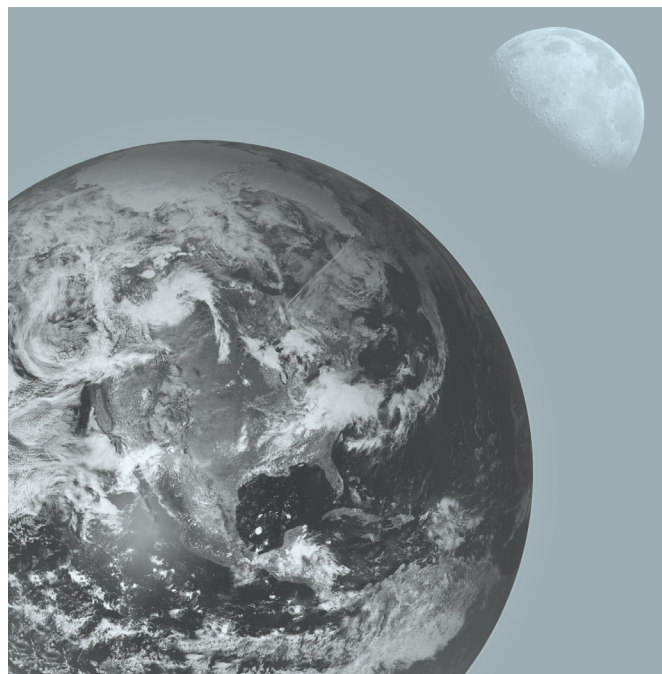
L'accès aux médicaments est une question urgente pendant que des pays partout dans le monde s'efforcent de vaincre la pandémie de la COVID-19. Pendant que des traitements

sociétés pharmaceutiques et ce qu'elles peuvent améliorer. À la suite de son dernier rapport, VCIM a appuyé ATMF dans son engagement avec les sociétés pharmaceutiques pour repérer les domaines qui doivent être améliorés. Ces conversations ont eu lieu tout au long de 2019 et en 2020.

Aucun pays n'a été épargné par l'épidémie du VIH et du SIDA. Un diagnostic de VIH ou de SIDA qui était un arrêt de mort aussi récemment que durant les années 1990 est maintenant une condition médicale capable d'être traitée. Il y a maintenant de simples traitements pour tenir le virus en échec, empêcher sa transmission à d'autres et empêcher que des individus soient infectés. Le médicament Truvada peut empêcher l'infection d'individus séronégatifs et il est souvent désigné sous le nom de PrEP (soit Pre-Exposure Prophylaxis). PrEP est considéré d'une importance clé pour faire obstacle à la propagation du VIH et du SIDA et permettre de réaliser l'objectif d'éliminer de nouvelles infections de VIH. Truvada pour PrEP est seulement disponible comme médicament préventif et il est produit par Gilead Sciences. Descovy, un autre médicament de Gilead, a été récemment approuvé pour le PrEP, mais pas dans toutes les populations. Il convient de faire remarquer qu'il n'a jamais été testé ou approuvé pour être utilisé pour les femmes cisgenres.

L'arrêt de la propagation du VIH et du SIDA est une priorité pour plusieurs gouvernements et organisations. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) a lancé l'objectif 90-90-90 SIDA pour diagnostiquer, traiter et permettre la suppression virale dans plus de 90 % des gens qui vivent avec le VIH et le SIDA. Le 3<sup>e</sup> ODD des Nations Unies, Bonne santé et bien-être, met l'accent sur la réduction du nombre de nouvelles infections par 1 000 personnes non infectées. Aux États-Unis, le *U.S. President's Emergency Plan for AIDS Relief* (PEPFAR) déclare que les États-Unis aideront à éliminer les nouvelles infections de VIH dans le monde entier d'ici 2030, visant une réduction de 90 %. L'initiative *Ending the HIV Epidemic: A Plan for America* a des objectifs similaires pour les États-Unis.

VCIM a déposé une résolution d'actionnaires auprès de Gilead Sciences pour demander que la société entreprenne un examen des écarts d'accès équitable au PrEP pour la prévention du VIH et du SIDA, et recense et élimine les barrières financières et autres à l'accès. Cela a mené à une discussion serrée avec la société sur les efforts pour améliorer l'accès au PrEP aussi bien aux États-Unis que dans le reste du monde. Gilead a souligné les diverses initiatives que la société a entreprises pour réduire les barrières financières et autres à l'accès. La société continuera d'intensifier ses programmes, comme la *Compass Initiative*, qui mettent l'accent sur l'accès dans les États du sud-ouest des États-Unis et sa participation à la communauté de brevets pour les médicaments (*Medicines Patent Pool* [MPP]), un programme qui donne aux populations dans les pays à revenu faible et moyen accès à des médicaments brevetés à des prix abordables. À la suite de ces discussions, VCIM a retiré sa résolution d'actionnaires.



## Risque climatique

Le changement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités anthropogéniques est un problème pressant. On s'attend à ce que l'impact du changement climatique soit répandu et entraîne plus d'inondations et des tempêtes plus intenses, des saisons de forêts d'incendie d'une plus longue durée et plus graves, et des effets sur la santé humaine dus à la chaleur et aux épidémies plus nombreuses. L'émergence de la pandémie du coronavirus fait croire qu'il est important de se pencher sur les risques liés au changement climatique. Si nous ne faisons pas des investissements pour réduire les émissions et renforcer la résilience, nous ferons face à des crises de plus grande envergure dans le monde qui ont la capacité de perturber les chaînes d'approvisionnement et nuire au développement économique.

Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), pour que les pires effets du changement climatique soient restreints il faudrait que les émissions de carbone diminuent de 45 % des niveaux de 2010 et atteignent un « zéro net » d'ici 2050. Environ un tiers de toutes les réserves de pétrole et la moitié des réserves de gaz naturel devraient rester inexploitées entre 2010 et 2050 afin de contenir le réchauffement de la planète à deux degrés.<sup>5</sup>

Afin d'encourager l'action dans le secteur privé, le Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques (*Task Force on Climate-Related Financial Disclosure* [TCFD]) a été créé en 2015 par le Conseil de stabilité financière, une création des ministres des Finances du G20 et des gouverneurs des banques centrales. Le TCFD a publié une série de recommandations sur la façon dont les sociétés peuvent présenter aux investisseurs de meilleurs renseignements plus pertinents sur les risques climatiques. Le TCFD a jugé



que les risques climatiques pourraient devenir des risques financiers pour les raisons suivantes :

- changement de politique gouvernementale;
- litiges et procès;
- mise au point de nouvelles technologies;
- demande du marché;
- risques de réputation.

Le TCFD a demandé aux organismes de réglementation et aux entreprises de mettre au point un cadre cohérent pour la divulgation des données financières liées au changement climatique. VCIM est conscient de la gravité que ces risques présentent pour le marché canadien et il s'est engagé à appuyer les recommandations du TCFD.

### Stratégie de gestion du risque climatique : Sans combustible fossile

	Énergie renouvelable et technologie propre	Producteurs de pétrole et de gaz
Catégorie IA Clarington Inhance PSR actions mondiales	16,5 %	0 %
Fonds IA Clarington Inhance PSR revenu mensuel	11,6 %	0 %
Catégorie IA Clarington Inhance PSR actions canadiennes	4,9 %	0 %
Pondération moyenne combinée	12,7 %	0 %

Source : VCIM, au 31 mars 2020. Ne tient pas compte de la trésorerie.

VCIM croit que nous avons atteint un point crucial dans la transition à un avenir sobre en carbone. En septembre 2019, VCIM a liquidé les placements dans des sociétés pétrolières et gazières détenues dans nos portefeuilles, finalisant notre transition à un mandat entièrement sans combustible fossile.

Pour gérer le risque climatique, VCIM a mis en œuvre une stratégie en quatre phases : désinvestissement, décarbonisation, réinvestissement et engagement. Il en a résulté l'élimination de notre exposition directe aux sociétés de combustibles fossiles et l'accroissement de notre exposition à celles qui exercent des activités qui se penchent sur le changement climatique.

Nous avons commencé par vendre tous les titres de producteurs de combustibles fossiles et de sociétés connexes dans la Catégorie IA Clarington PSR actions mondiales. Nous avons en même temps exclu les producteurs de pétrole lourd de la Catégorie IA Clarington PSR actions canadiennes et du Fonds IA Clarington PSR revenu mensuel. Lorsque nous avons lancé notre propre mandat obligataire en décembre 2016, nous en avons exclu toutes les sociétés de combustibles fossiles dès le premier jour des opérations. Outre l'exclusion, nous avons fait d'importants placements dans le secteur de l'énergie renouvelable et dans des sociétés qui appuient

la technologie verte. Pour ce qui est du fonds obligataire, des obligations certifiées vertes dont le produit est destiné à une infrastructure verte et une énergie efficiente constituent une part importante de l'actif que nous gérons. Au 3<sup>e</sup> trimestre 2019, nous avons éliminé ce qui restait de notre exposition aux sociétés pétrolières et gazières dans la Catégorie IA Clarington PSR actions canadiennes et le Fonds IA Clarington PSR revenu mensuel.

Tous les secteurs de l'économie et du marché seront touchés par le changement climatique, mais les plus vulnérables seront les producteurs et distributeurs de combustibles fossiles et les sociétés de services qui sont tributaires de ces secteurs. Outre le risque de baisse d'un secteur industriel en déclin, pendant que l'économie mondiale se « décarbonise », la volatilité des prix du pétrole s'intensifiera parce que les producteurs chercheront à maximiser les revenus d'actifs potentiellement délaissés. Les sociétés pétrolières nationales, qui contrôlent une grande partie du pétrole du monde et font fixer les prix, représentent une importante source de revenus pour leurs gouvernements et un important soutien budgétaire. Ces entreprises d'État continueront probablement à jouer un rôle dans la baisse des prix et leur volatilité en essayant de préserver leur part de marché. En outre, au fur et à mesure que des régimes de prix du carbone se développeront dans le monde entier, les produits à base de pétrole plus lourd qui exigent plus d'énergie pour leur traitement deviendront moins compétitifs dans le marché international. Le pétrole lourd Western Canada Select (WCS), le principal produit issu des sables bitumineux, est parmi les produits pétroliers produisant le plus d'émissions de carbone du monde sur la base d'un cycle de vie entière.

Nous sommes toujours à la recherche de bonnes occasions dans les technologies d'énergie de substitution et de solutions au climat, et nous utilisons notre empreinte carbonique pour gérer le risque climatique global des



portefeuilles. Cela nous permet de cibler notre engagement vers des sociétés comme les banques, les sociétés d'assurance et les gestionnaires d'actifs qui pourraient encore être exposés à des risques du secteur des combustibles fossiles. Nous croyons que c'est une évolution prudente de notre stratégie de gestion du risque climatique et qu'elle aidera les investisseurs canadiens à réduire au minimum l'impact économique du secteur des combustibles fossiles sur leurs placements et leur épargne-retraite.



### Engagement à l'égard du climat : Meilleure divulgation

En 2019, VCIM a pris contact avec Fiducie de placement immobilier industriel Dream, Boralex, Brookfield Infrastructure, Chartwell résidences pour retraités, Colliers, Genworth, New Flyer, Fonds de placement immobilier RioCan et Onex pour que ces sociétés améliorent leurs divulgations relatives au climat.

En prenant contact avec Fiducie de placement immobilier industriel Dream, VCIM s'est associé à Vert Asset Management, un gestionnaire de placements qui s'intéresse pour l'essentiel à des sociétés immobilières qui sont des chefs de file en matière de durabilité. Nous avons demandé au groupe de sociétés Dream, y compris Fiducie de placement immobilier industriel Dream, d'accroître leurs publications sur le risque climatique conformément aux recommandations du TCFD. Cela permettra de mettre en relief les risques climatiques auxquels la société fait face et de fournir aux investisseurs de meilleurs renseignements pour leurs prises de décisions.

On a demandé aux autres sociétés de fournir des renseignements sur le risque climatique par le truchement du CDP. Le CDP est la plus importante initiative des investisseurs du monde, appuyée par 515 gestionnaires de placements et de propriétaires d'actifs responsables de 106 billions \$ US d'actifs. Le CDP dirige un système mondial d'information sur l'environnement pour aider les entreprises, villes, États et régions à mesurer et gérer les risques climatiques et les occasions de placement. Son questionnaire est maintenant rédigé conformément aux recommandations du TCFD et présente un cadre utile pour les entreprises et les investisseurs qui essaient de cerner et de gérer les risques climatiques et les occasions.



### Engagement à l'égard du climat : Financement de projets pétroliers et gaziers dans l'Arctique

L'Arctique se réchauffe deux fois plus rapidement que le reste du monde et on s'attend à ce qu'elle fasse face à d'importantes perturbations écologiques. Sa couverture de glace marine a déjà diminué de 40 % depuis 1979 et en l'absence de changements, l'Arctique devrait être entièrement sans glace d'ici l'été 2030.<sup>6</sup> Ces changements commencent à avoir des effets sur des populations animales comme les ours polaires qui ont besoin de glace marine pour s'accoupler et chasser. Des populations humaines sont aussi touchées dans la région où des chemins de glace sont nécessaires pour acheminer des provisions à longueur d'année dans des collectivités que l'on ne peut atteindre que par voie aérienne pendant le reste de l'année.

En 2016, les États-Unis et le Canada ont établi un moratoire de cinq ans sur de nouvelles explorations et de nouveaux forages en mer dans l'Arctique. Au cours des dernières années, l'actuel gouvernement américain a essayé d'infirmer le moratoire et d'accorder des permis d'exploration de pétrole et de gaz à l'intérieur de l'Arctic National Wildlife Refuge. Cela a provoqué un regain d'intérêt pour l'exploration du pétrole et du gaz dans l'Arctique.

Le financement de ces projets est un sujet de grave préoccupation. Les institutions financières qui financent ces projets s'exposent à de gros risques environnementaux, de réputation et d'actifs délaissés. Comme nous l'avons constaté lors de la controverse sur le Dakota Access Pipeline, des projets pétroliers et gaziers controversés se répercutent non seulement sur les sociétés qui entreprennent ces projets, mais aussi sur les institutions qui en assurent le financement. En prenant en considération les préoccupations que suscite l'exploration pétrolière et gazière dans l'Arctique, plusieurs grandes institutions financières ont restreint ou interdit le financement des projets d'exploration pétrolière et gazière dans l'Arctique.

VCIM a déposé des résolutions d'actionnaires auprès de La Banque de Nouvelle-Écosse et de La Banque Toronto-Dominion pour que leur conseil d'administration réexamine



la possibilité d'un moratoire sur le financement du pétrole et du gaz dans l'Arctique. À la suite de discussions serrées et constructives avec ces deux sociétés, La Banque de Nouvelle-Écosse ainsi que La Banque Toronto-Dominion ont convenu de présenter la résolution à leur conseil d'administration respectif pour faire en sorte qu'il soit informé du risque accru associé au financement des projets pétroliers et de forage dans l'Arctique. Ces deux sociétés se sont engagées à faire rapport à VCIM au sujet de ces discussions et de maintenir le dialogue ouvert sur le risque climatique.



### Engagement à l'égard du climat : Agriculture et utilisation des ressources en eau dans le contexte du changement climatique

Selon le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau (2019), on s'attend à ce que la demande d'eau à l'échelle de la planète augmente de 20 à 30 % d'ici à 2050. Deux milliards de personnes vivent déjà dans des pays qui connaissent un stress hydrique élevé. Si la dégradation de l'environnement naturel se poursuit en tandem avec la demande accrue d'eau, on estime que 52 % de la population mondiale et 40 % de la production mondiale de céréales pourraient être à risque d'ici 2050. Plus de 70 % de l'eau douce dans le monde est utilisé pour irriguer des cultures, nourrir le bétail et traiter des ingrédients.<sup>7</sup>

Bon nombre des effets du changement climatique se feront sentir principalement par le biais de l'eau. Le changement climatique aboutira probablement à de plus fortes précipitations et des périodes de sécheresse d'une plus longue durée. Des zones sèches le deviendront davantage et des zones humides encore davantage. Cette situation exacerbera les pénuries d'eau auxquelles de nombreuses parties du monde sont en proie. Les incendies qui ont ravagé l'Australie à la fin de 2019 résultaient de ce qui pourrait être considéré comme la plus grave sécheresse depuis 800 ans.<sup>8</sup> De nombreuses villes en Australie dépendent de la livraison d'eau et la production agricole a diminué dans de vastes régions du pays. Dans le sud-ouest des États-Unis, les périodes de sécheresse prolongées deviennent la norme. Cela exacerbe l'affaissement du sol parce que les agriculteurs pompent de l'eau souterraine à des taux insoutenables pour compenser la diminution des pluies et des eaux provenant de sources de surface qui, à leur tour, ne peuvent pas recharger les nappes d'eau souterraine. De l'autre côté du continent, les États riverains du Mississippi ont été victimes de graves inondations en 2019, des pluies d'un volume record détruisant 250 000 acres de terres agricoles.<sup>9</sup>

L'élevage du bétail nécessite d'abondantes ressources, avec de grandes quantités d'eau et d'énergie pour maintenir les opérations. Le secteur du bétail était responsable de 14,5 % du total des émissions de gaz à effet de serre.<sup>10</sup> Il est souvent lié à la déforestation, comme on le constate au Brésil, où de



vastes régions de l'Amazonie sont déboisées pour faire place à des pâturages. Environ 1 800 à 2 500 gallons d'eau sont nécessaires pour produire une livre de viande de bœuf.<sup>11</sup>

Pour essayer d'endiguer les pires effets du changement climatique, il nous faut réévaluer nos sources de protéines. La protéine est d'une importance cruciale pour le développement humain. Le manque de protéines peut entraîner de graves problèmes de santé, y compris la perte musculaire et l'insuffisance hépatique. Le besoin en protéines pour une santé optimale, conjugué aux effets environnementaux de l'agriculture animale, signifie qu'il est urgent de produire de plus grandes quantités de protéines, et de meilleure qualité, à partir des produits végétaux. Les distributeurs mondiaux de produits alimentaires et les producteurs de marques peuvent jouer un rôle important dans la mise au point et la commercialisation de ces protéines de rechange.

Afin d'encourager les sociétés à examiner ce risque et accroître leur production de protéines de rechange, VCIM s'est joint à l'engagement à l'endroit de la protéine durable de FAIRR. Cet engagement a demandé aux sociétés alimentaires de faire part en public de leur intention et de leur méthode à long terme pour assurer la transition des portefeuilles de protéines vers des sources plus durables et à moindre impact qui comprennent des protéines à base de produits végétaux ou de source différente afin d'assurer une transition diététique en ligne avec un monde à 1,5 degré. VCIM a communiqué avec Les Compagnies Loblaw et Saputo sur la nécessité de diversifier les sources de protéines dans le cadre d'une stratégie complète relative au risque climatique. Loblaw travaille à la mise au point de différentes sortes de protéines, y compris de la poudre de grillons, et à leur présentation à côté d'autres protéines animales afin d'accroître la sensibilisation des clients. Saputo cherche à accroître le coemballage de substituts du lait comme le lait d'amande et de soja.

VCIM s'est joint au *Investor Water Hub* de Ceres pour se tenir au courant des pratiques exemplaires en matière

de gestion des eaux que nous appliquons dans nos engagements à ce sujet avec des sociétés. Nous avons aussi adhéré au *Global Investor Engagement on Meat Sourcing*, initiative menée par FAIRR et Ceres, pour encourager les distributeurs de produits alimentaires au détail à mettre en œuvre des politiques et des cibles quantitatives et fixes pour réduire les émissions de carbone et l'utilisation des ressources en eau associés aux chaînes d'approvisionnement de protéines animales. Restaurant Brands International s'est engagé à faire partie de cette initiative.

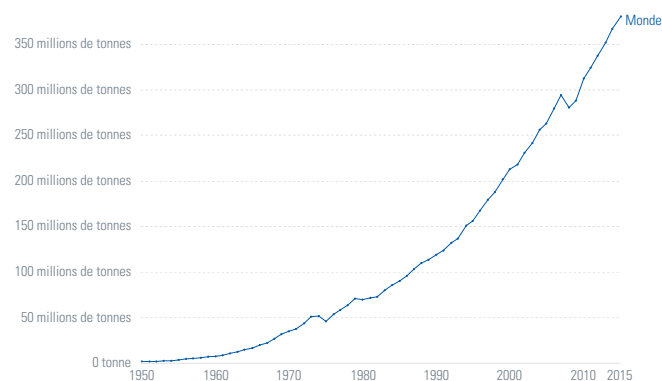
## Le plastique et l'économie circulaire



### Engagement à l'égard du plastique : Emballage des produits de consommation

#### Production de plastique annuelle

Production annuelle mondiale de résine de fibre et de résine polymère (production de plastique) en tonnes métriques par année.



Source : Geyer et coll., 2017.

Depuis l'introduction du plastique dans les produits de consommation en 1950, son utilisation a connu une croissance exponentielle. Le développement du plastique a révolutionné la société moderne et permis de relever les standards de vie partout dans le monde. Les plastiques sont utilisés dans pratiquement tout, des fournitures médicales à usage unique qui renforcent l'hygiène et réduisent les maladies à l'emballage des produits alimentaires qui permet d'éviter l'altération des aliments et réduit le gaspillage alimentaire. Ce qui est devenu apparent au cours des dernières années, c'est l'absence de systèmes de recyclage appropriés pour faire en sorte que les matériaux en plastique soient récupérés et ne contaminent pas l'environnement naturel. Même si le plastique présente de nombreux avantages, ils ne seront pleinement concrétisés que si le problème des déchets est résolu. Il y a un besoin pressant de passer d'un modèle linéaire, où le plastique et les emballages deviennent des déchets qui polluent nos océans ou remplissent des décharges, à un modèle circulaire où les matériaux sont récupérés et réutilisés.



Bien que les estimations varient, on croit qu'environ 50 % du plastique est utilisé une fois seulement puis jeté au rebut. Les déchets des emballages de produits de consommation contribuent en grande partie à la quantité de plastique dans les océans du monde, y compris la tristement célèbre nappe de plastique de l'océan Pacifique — une vaste zone de débris marins recouverte de microplastiques. La nappe de déchets dans l'est de l'océan Pacifique est censée couvrir une superficie deux fois plus grande que le Texas, tandis que la nappe au sud de l'océan est supposée être le double de la taille du Mexique.

Il est estimé que cinq pays d'Asie – Chine, Thaïlande, Indonésie, Vietnam et Philippines – déversent plus de plastique dans l'océan chaque année que le reste du monde combiné.

Les établissements de restauration rapide avec des emballages alimentaires jetables exacerbent le problème. De nombreuses grandes sociétés sont en expansion rapide en Asie où les systèmes d'évacuation des déchets sont inefficaces et les produits en plastique échappent dans l'environnement naturel et le contaminent.

Starbucks exploite 3 300 établissements en Chine et envisage de doubler leur nombre d'ici 2022. Bien que la société ait mis en Amérique du Nord et en Europe des programmes complets de gestion des déchets résultant de ses opérations, on redoute les effets de ceux qui résulteront de son expansion dans les marchés d'Asie.

VCIM a pris contact avec Starbucks pour savoir comment la société s'y prend pour régler l'utilisation du plastique dans ses opérations. Lors de l'assemblée annuelle de Starbucks en 2020, VCIM a déposé conjointement avec *As You Sow* et *Edwards Mother Earth Foundation* une résolution demandant à la société de rédiger un rapport sur ses initiatives visant à accroître l'échelle et le rythme de ses initiatives en matière d'emballage durable dans le monde entier.

À la suite de récentes discussions et d'un engagement précédent, Starbucks a adopté des objectifs de réduction mondiale de ses déchets dans les décharges de 50 %. Pour atteindre ces réductions au cours des 10 prochaines années, la société devra améliorer la recyclabilité de ses produits et ses systèmes de gestion des déchets. Starbucks a mis des ressources à contribution pour atteindre ces objectifs et a convenu de communiquer à ce sujet. En réponse, VCIM a retiré la résolution d'actionnaires.

## Engagement à l'égard de l'économie circulaire : Recyclage et gestion des déchets

L'industrie de la gestion des déchets en Amérique du Nord suscite des préoccupations découlant d'une infrastructure insuffisante pour gérer les produits recyclables. Pendant des décennies, cette infrastructure consistait en grande partie à vendre des matériaux recyclables à la Chine. Ce système s'est effondré à la suite de l'adoption de la politique *National Sword* en Chine qui interdit en fait l'importation de produits recyclables.

Les contenants et emballages en plastique sont particulièrement problématiques dans la gestion des déchets en raison de leur plus grande utilisation. Selon *Trash in America*, le rapport d'un groupe de recherche d'intérêt public aux États-Unis, seulement 9 % des produits en plastique fabriqués depuis 1950 ont été recyclés. En outre, plus de 25 % des déchets municipaux aux États-Unis sont du matériel organique compostable et plus de la moitié peut être réutilisée ou recyclée. Il y a, par conséquent, une excellente occasion d'améliorer les pratiques de recyclage dans la gestion des déchets et de se tourner vers une économie circulaire afin de réduire les déchets au minimum.

VCIM a déposé une résolution d'actionnaires auprès de Waste Connections, une société de gestion des déchets qui exerce ses opérations en Amérique du Nord, pour lui demander d'établir des cibles mesurables pour accroître le recyclage et le compostage dans ses opérations. La direction de la société a fait part de progrès et de projets pour établir des cibles de recyclage dès que la collecte des données en cours et les recherches seront terminées. Ces initiatives feront en sorte que la société ait les systèmes nécessaires en place pour atteindre ses objectifs de recyclage et réduire la quantité des matériaux qui sont envoyés aux décharges. À la suite de ces engagements, VCIM a retiré sa résolution.



## Pesticides et gestion de produits chimiques

On reconnaît en général que c'est le livre de Rachel Carson *Silent Spring*, publié en 1962, qui a lancé le mouvement environnemental et alerté le public aux dangers que les produits chimiques présentent dans les systèmes naturels. Le livre faisait ressortir les effets désastreux du DDT<sup>12</sup> et d'autres pesticides sur les systèmes environnementaux qui rendent la vie possible. Bien que des progrès aient été réalisés pour éliminer des produits chimiques particulièrement nocifs comme le DDT et les produits organochlorés, il y a encore plusieurs pesticides aux effets nocifs en utilisation. Le chlorpyrifos est une neurotoxine bien connue dans les enfants, mais il est encore largement utilisé dans des exploitations agricoles aux États-Unis. Les néonicotinoïdes sont omniprésents dans l'agriculture et ils sont liés à la diminution des pollinisateurs qui sont d'une importance cruciale pour la santé de l'écosystème et la production d'aliments. Le glyphosate, mieux connu sous le nom de Roundup, était autrefois présenté comme étant sans danger pour les personnes et l'environnement; cependant, de plus en plus de preuves indiquent que Roundup est dangereux dans les eaux de ruissellement et présente des dangers pour les gens qui y sont régulièrement exposés en grande quantité, par exemple les jardiniers et les agriculteurs.

L'engagement de VCIM à l'égard de la gestion des produits chimiques et des pesticides s'est concentré pour l'essentiel dans deux domaines : 1) l'utilisation du glyphosate; et 2) la gestion des produits chimiques et des pesticides en général par les détaillants et les sociétés ferroviaires.

Depuis leur introduction durant les années 1970, les produits à base de glyphosate, comme Roundup, sont devenus parmi les herbicides les plus utilisés dans le monde. Les herbicides sont devenus particulièrement attrayants en raison de l'exploitation de récoltes d'organismes génétiquement modifiés (OGM) résistants au glyphosate qui peuvent tolérer l'application directe des produits chimiques. L'importance des herbicides à base de glyphosate dans l'environnement a abouti à un examen plus minutieux de ses effets potentiels sur la santé humaine



et aussi sur le fonctionnement de l'écosystème. Une récente étude<sup>13</sup> indique un lien entre des niveaux élevés d'exposition au glyphosate et le cancer, en particulier le lymphome non hodgkinien et le myélome multiple. Une récente étude a fait état d'une augmentation de 41 % du risque de lymphome non hodgkinien pour les individus dans le groupe le plus exposé au glyphosate.<sup>14</sup> Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'OMS a déterminé en 2015 que le glyphosate est probablement carcinogène pour les êtres humains.

La décision du CIRC a été suivie d'actions juridiques. Plus de 52 500 procès ont été intentés contre Monsanto, le producteur de Roundup, en plaidant que l'utilisation des produits à base de glyphosate entraînait le cancer. La société fait aussi face à un règlement de 10 milliards \$ US après avoir perdu plusieurs décisions de première instance avec des plaignants auxquels on a accordé des montants entre 78,5 millions \$ et 2,055 milliards \$.

Bien que l'EPA et d'autres organismes de réglementation aient maintenu l'approbation du glyphosate, des préoccupations réglementaires ont été soulevées. La Californie exige que le produit soit étiqueté comme étant potentiellement carcinogène. Le sentiment du public est en train de se tourner contre l'utilisation du glyphosate et des groupes comme *Moms Across America* plaident pour que les magasins cessent de vendre des produits à base de glyphosate.

Bien que nous ayons exclu Bayer, le propriétaire de Monsanto, des fonds en raison d'une piètre performance ESG, VCIM est exposé à des sociétés qui vendent et utilisent des produits à base de glyphosate. Nous avons pris contact avec Home Depot, CVS Health and Société Canadian Tire relativement à leurs ventes de produits à base de glyphosate. Même si chacune de ces sociétés envisage de continuer à vendre ces produits conformément aux règlements du gouvernement, elles ont mis en place des contrôles, y compris des avertissements sur le besoin d'équipement de protection individuelle lors de l'application du produit, et installé des vitrines verrouillées dans les magasins.

VCIM a aussi déposé des résolutions d'actionnaires auprès de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) et de la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique (CP) pour leur demander des renseignements approfondis sur l'utilisation de pesticides sur leurs voies ferrées. Les entreprises ferroviaires sont réglementées par le gouvernement fédéral et elles sont tenues d'enlever de la végétation pour sécuriser l'opération de leurs trains tout en réduisant au minimum les effets sur les personnes et l'environnement ambiant. À la suite de notre engagement à ce sujet l'an dernier, nous avons demandé aux deux sociétés ferroviaires de fournir plus de renseignements sur la manière dont elles gèrent et mitigent ces risques. Les deux sociétés ont accru la divulgation de leurs pratiques de gestion des pesticides et donné au public un accès à des canaux facilement accessibles pour présenter leurs préoccupations. CP a mis en œuvre une pratique exemplaire de technologie d'épandage qui utilise le GPS et la détection de chlorophylle pour effectuer des épandages ciblés et réduire au minimum la quantité appliquée. Ces systèmes incorporent des données météorologiques de sorte que l'épandage des produits à base de glyphosate peut être effectué avec une dérive minimale sur les alentours. CN a mis en œuvre la supervision de son conseil et soulève cette question avec des associations du secteur ferroviaire pour aider à accroître les pratiques exemplaires dans tout le secteur.

D'un point de vue plus généralisé de la gestion des pesticides et des produits chimiques, VCIM s'est joint à l'initiative pour la diminution de l'usage des pesticides et une gestion plus prudente des produits chimiques du *Investor Environmental Health Network*. En collaboration avec ce groupe, VCIM a communiqué avec 13 sociétés dont trois sont détenues dans des portefeuilles VCIM : Costco, Amazon et AVS. Nous encourageons ces sociétés à mettre en pratique ce qui suit :

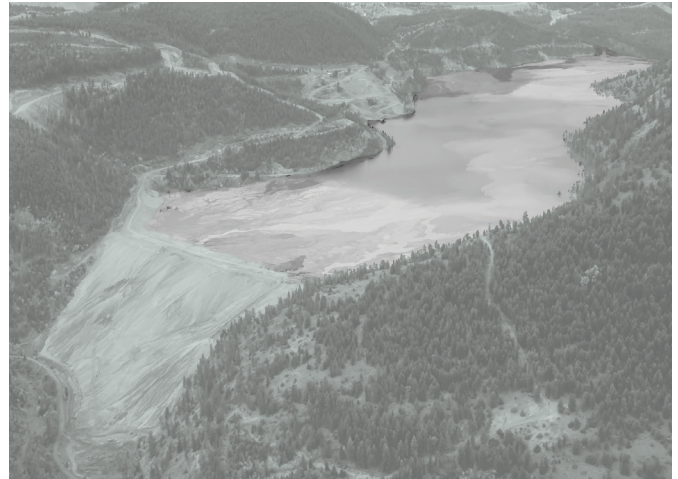
1. Stratégie de gestion avec des politiques sous la supervision de la haute direction.
2. Inventaire des produits chimiques utilisés dans les produits et les chaînes d'approvisionnement.
3. Des données de base établies au moyen d'un processus d'empreinte chimique de sorte que les produits chimiques qui préoccupent le plus les personnes et la santé de l'environnement puissent être suivis et remplacés par des solutions plus sûres.
4. Divulgation publique des processus mis en œuvre et des résultats.

Les sociétés qui adoptent ces mesures font preuve d'une gestion responsable des produits chimiques. Ce sont les premiers pas vers l'amélioration de la composition chimique des pesticides et la réduction des dangers aux personnes et à l'environnement.

## Sécurité minière et bassins de retenue des résidus

Le secteur minier est essentiel, fournissant les matériaux de base qui sous-tendent notre économie moderne. De la réfrigération aux communications modernes, tout produit exige des matériaux minés. La transition à une énergie propre dépend de plusieurs matériaux comme le lithium pour les batteries des automobiles électriques et le cadmium pour les panneaux solaires. Il y a de plus gros risques ESG associés aux opérations minières, car des accidents peuvent avoir de graves conséquences pour les personnes aussi bien que pour l'environnement. Étant donné le rôle crucial que le secteur minier joue dans la société moderne, il est important de donner la priorité à la sécurité et gérer les risques comme il se doit.

Les opérations minières produisent des résidus pour la plupart des ressources. Ces résidus sont des sous-produits des opérations minières qui n'ont en général aucune valeur économique et peuvent contenir des composés toxiques. Même sans composés dangereux, le volume impressionnant de résidus dont on doit se débarrasser peut s'avérer considérable. Les installations d'entreposage des résidus sont utilisées de manière à contenir ces matières en sécurité et elles sont d'ordinaire situées près de la mine elle-même. Il y a de nombreux types d'installations d'entreposage des résidus, mais des bassins en amont sont souvent utilisés et peuvent présenter des risques. Dans un bassin en amont, les résidus sont maintenus à la surface et renforcés par le matériel lui-même (voir le diagramme ci-après). Ces bassins doivent être surveillés de très près pour empêcher des fuites et faire en sorte que les niveaux d'eau soient maintenus à un niveau très sécuritaire pour empêcher la liquéfaction. C'est alors que des matériaux solides se comportent comme des liquides et, dans le cas des bassins de résidus, peuvent entraîner l'effondrement complet de la structure. Lorsque cela se produit, des gens sont souvent tués ou déplacés, et les eaux et les terrains environnants sont d'ordinaire irrémédiablement contaminés.



Il y a eu au cours des dernières années plusieurs graves accidents qui ont suscité des préoccupations relativement à la gestion des bassins de retenue des résidus.

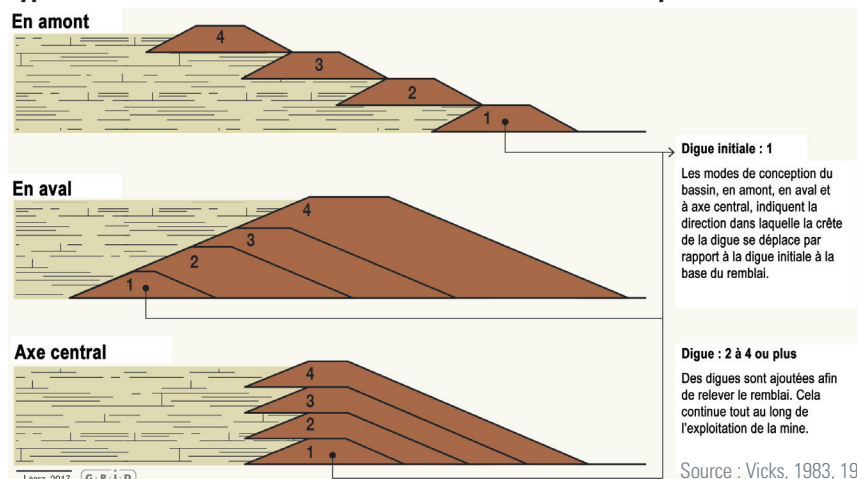
Le désastre de Mount Polley (Colombie-Britannique) a eu lieu lorsque la brèche d'un bassin a provoqué la plus grave défaillance d'un bassin jamais survenue au Canada.<sup>15</sup> Personne n'a été tué ou blessé, mais les préjudices environnementaux ont été considérables et ils se répercuteront encore sur la région pendant des années à venir.

En 2015 et en 2019, deux désastreuses défaillances de bassins de retenue de résidus dans les villes de Mariana et de Brumadinho dans l'État de Minas Gerais (Brésil) se sont soldées par plus de 300 décès et des effets catastrophiques sur l'environnement en aval des deux sites miniers.

Selon l'organisation *World Mine Tailings Failures* (WMTF), le nombre des défaillances qui ont entraîné de graves conséquences a augmenté au cours des dernières années et on prévoit que, sans changement, il pourrait encore se produire 19 graves défaillances d'ici 2027. Il est difficile de prédire et de suivre des défaillances, car il n'y a pas de base de données centrale qui documente où ces structures sont situées et comment elles sont gérées.

On s'attend à ce que le changement climatique accroisse le nombre d'événements météorologiques extrêmes

### Types de bassins de retenue des résidus à rehaussement séquentiel



Source : Vicks, 1983, 1990.

dans le monde, en particulier des événements de fortes précipitations. Étant donné que les fortes précipitations et le chargement de l'eau sont les causes les plus fréquentes des défaillances des bassins de retenue des résidus, il est urgemment nécessaire d'apporter des améliorations à la sécurité de ces bassins.

Pour résoudre ces risques, VCIM a adhéré à l'initiative des investisseurs à l'égard des opérations et déchets miniers (*Investor Mining & Tailings Safety Initiative*) qui vise à recueillir des renseignements auprès des sociétés minières sur leur gestion des bassins de retenue des résidus et à encourager des pratiques exemplaires. Un important objectif de cette initiative est de compiler un inventaire des bassins de retenue de résidus miniers dans le monde entier qui aidera les investisseurs et les collectivités locales à surveiller le risque lié à la société et éviter d'autres désastres.

VCIM a communiqué avec trois sociétés minières détenues dans les fonds : Nutrien, Agnico-Eagle et Lundin Mining. Nous avons encouragé ces trois sociétés à présenter les renseignements requis par l'initiative et nous avons eu des discussions sur la gestion de leurs bassins de retenue des résidus miniers. Toutes ces trois sociétés ont répondu à l'initiative à la suite des efforts d'engagement de VCIM.



## Promouvoir l'équité : Écart de rémunération entre les sexes

Le différentiel d'indemnisation entre femmes et hommes en milieu de travail est ce que l'on appelle l'écart de rémunération entre les sexes. Cet écart est parfois dû au fait que les femmes sont moins bien payées que les hommes pour le même travail et il résulte parfois d'un préjugé qui empêche d'embaucher des femmes pour des postes mieux rémunérés. Dans d'autres cas, des catégories entières de travail moins bien rémunérées ont été historiquement occupées par des femmes.

La COVID-19 pourrait avoir pour effet de renforcer l'inégalité sociale. Les emplois moins rémunérateurs que les femmes occupent de façon disproportionnée risquent le plus de disparaître dans la foulée de la récession économique.<sup>16</sup> Une recherche<sup>17</sup> effectuée récemment fait remarquer que les femmes qui retournent au travail après une période de congé sont probablement 7 % moins bien rémunérées que d'autres candidats, ce qui magnifie encore plus les écarts de rémunération entre les sexes.

Selon Statistique Canada, les femmes gagnent 0,87 \$ pour chaque dollar que gagnent les hommes. Cet écart se creuse pour les femmes autochtones, les femmes de couleur, celles qui vivent avec un handicap et les nouvelles arrivantes. La Coalition d'équité salariale (*Equal Pay Coalition*) de l'Ontario a constaté qu'il faut 15,5 mois en moyenne pour que les femmes gagnent ce qu'un homme gagne en un an. Le Forum économique mondial estime que si la tendance à l'écart de rémunération entre les sexes

continue, il faudra 99,5 ans pour atteindre une véritable équité salariale entre hommes et femmes. En outre, des recherches montrent comment l'écart de rémunération entre les sexes peut avoir des conséquences financières qui dureront toute la vie, contribuant directement à la paupérisation des femmes, faisant obstacle à leur pleine participation à l'activité économique et freinant la croissance de l'économie mondiale.

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques indique que la résolution de l'écart de rémunération entre les sexes peut accroître la croissance économique, réduire la pauvreté, rehausser le bien-être collectif et faciliter un développement durable.

Les tendances réglementaires dans le monde exigent une divulgation plus complète de renseignements. En 2017, un règlement sur la présentation de rapports sur l'écart de rémunération entre les sexes a été introduit au Royaume-Uni. On a constaté que c'est dans le secteur financier que se trouve le deuxième écart le plus élevé de rémunération entre les sexes au Royaume-Uni. Les banques canadiennes qui exercent des opérations au Royaume-Uni avec 250 salariés ou plus ont déclaré un écart médian de rémunération de l'ordre de 40 %, les femmes occupant pour la plupart le quartile à plus faible rémunération et une minorité dans le quartile le plus rémunérateur. On a aussi constaté que c'est dans le secteur financier que le taux de femmes à mi-carrière qui quittent leur emploi est le plus élevé en comparaison d'autres secteurs; les femmes gestionnaires, cadres dirigeantes et cadres dans le secteur tertiaire sont 20 à 30 % plus susceptibles de quitter leur emploi que leurs collègues dans d'autres secteurs.<sup>18</sup> Au Canada, des consultations sont en cours relativement aux exigences de divulgation dans le cadre de la loi fédérale sur l'équité salariale. Les changements de gouvernement ou de priorité pourraient toutefois dissuader cette initiative.

Une divulgation quantitative volontaire par les sociétés de l'écart de rémunération entre les sexes pourrait faire preuve de responsabilité sociale exemplaire et aussi de prudence commerciale et financière. Des recherches commencent à prouver que la transparence fait considérablement diminuer l'écart de rémunération entre les sexes, encourage la promotion des femmes à des postes plus élevés et fait baisser les coûts opérationnels.<sup>19</sup>

En 2019, VCIM a déposé des résolutions d'actionnaires auprès de CIBC, RBC, Manuvie et Sun Life pour demander à chaque société de présenter un rapport quantitatif sur l'écart de rémunération entre les sexes. CIBC, RBC et Manuvie se sont engagées à présenter des renseignements quantitatifs sur l'écart de rémunération entre les sexes dans leurs prochains rapports et les résolutions d'actionnaires ont été retirées. Sun Life s'est engagée à recommander à son conseil d'administration de présenter un rapport quantitatif et la résolution d'actionnaires a été retirée par la suite. Ces institutions financières sont alignées sur la Banque TD et la Banque de Nouvelle-Écosse qui ont commencé à faire rapport sur l'écart de rémunération entre les sexes dans leurs opérations canadiennes à la suite de l'engagement actionnarial de VCIM en 2018.



## Droits de la personne



### Engagement à l'égard des droits de la personne : Technologie numérique

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme note que même si la technologie numérique comporte de nombreux avantages et est d'une grande valeur pour les droits de la personne et le développement, la révolution numérique est aussi une importante question de droits de la personne.<sup>20</sup> Les sociétés qui sont à l'avant-garde de la technologie font aussi face à un examen de leurs pratiques de diligence en matière de droits de la personne. La surveillance numérique, la collecte et le partage de renseignements sur les usagers et l'utilisation d'algorithmes qui affichent du contenu ciblant les usagers au moyen de produits et services technologiques présentent d'importants défis pour les droits de la personne.

Alphabet Inc. est connu pour ses produits et services technologiques capables de transformer la façon dont le monde fonctionne. En réponse à la COVID-19, la société, par le truchement de ses opérations de Google, s'est alliée à Apple pour lancer une technologie de recherche des contacts permettant aux autorités d'informer les usagers qui ont été en contact avec une personne testée positive pour le virus. La technologie de recherche des contacts exige la collecte de données sensibles sur les usagers et elle a fait l'objet d'un examen minutieux pour des raisons de confidentialité et de protection des droits de la personne.

Alphabet Inc. est critiqué pour son manque de politique sur les droits de la personne à l'échelle de la société ou de supervision des droits de la personne au niveau du conseil d'administration. Dans un panorama en transformation rapide des facteurs à la base des produits technologiques et des données dans le monde, un cadre insuffisant de droits de la personne peut être considéré comme une importante faiblesse au niveau de la gouvernance et exposer la société à des risques de confidentialité et des droits de la personne.

VCIM s'est joint à un engagement collaboratif d'investisseurs pour demander à Alphabet Inc. d'établir un comité de supervision du risque aux droits de la personne du conseil d'administration, composé d'administrateurs indépendants dotés de l'expérience nécessaire. Le comité devrait fournir régulièrement un examen des politiques et des pratiques de l'entreprise, au-delà des questions réglementaires et juridiques, pour évaluer comment Alphabet gère les effets actuels et potentiels de ses produits et services sur les droits de la personne. La proposition d'actionnaires a été soumise au vote lors de l'assemblée générale annuelle d'Alphabet en juin 2020.<sup>21</sup>



### Engagement à l'égard des droits de la personne : Renseignements à jour sur la chaîne d'approvisionnement du Bangladesh

En mai 2013, en réponse à la tragédie de Rana Plaza qui a provoqué 1 134 morts et des blessures à 2 600 personnes, VCIM s'est joint à la *Bangladesh Investor Initiative* pour promouvoir une plus grande sécurité pour les travailleurs dans le secteur de la confection. VCIM a encouragé les sociétés détenues dans les fonds à se joindre à l'*Accord on Fire and Building Security in Bangladesh* (l'« Accord »). Cet Accord prévoit des dispositions d'inspection, d'assainissement, de redressement et de financement s'étendant aux usines fournissant 220 marques de vêtements à des détaillants. L'Accord couvrait une période de cinq ans se terminant en mai 2018. Durant cette période, 150 000 problèmes de sécurité ont été repérés dans 1 700 usines et 90 % d'entre elles ont été remises en état.<sup>22</sup>

Plusieurs sociétés et syndicats dans le monde ont tenté de prolonger l'Accord pendant trois années supplémentaires pour faire en sorte qu'il y ait suffisamment de temps pour remédier aux problèmes et instaurer la confiance dans les autorités d'inspection locales. À la suite d'une action en justice intentée par une usine dont les contrats avaient été annulés pour avoir falsifié les résultats de ses tests de résistance du béton, la Cour suprême du Bangladesh a rendu une ordonnance interdisant les opérations de l'Accord au Bangladesh après le 30 mai 2018. La cour a éventuellement levé l'injonction restrictive et l'Accord a été autorisé à faire son travail pendant six autres mois pendant que les signataires de l'Accord, le gouvernement et l'association bengalaise des fabricants et exportateurs de vêtements (*Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association* [BGMEA]) délibéraient sur son avenir.

VCIM a appuyé la *Bangladesh Investor Initiative* ainsi que 190 investisseurs mondiaux représentant plus de 3 billions \$ US d'actifs sous gestion. Nous avons demandé au gouvernement du Bangladesh et à la BGMEA de négocier une entente qui permettrait à l'Accord de poursuivre ses travaux dans le secteur de la confection.

En mai 2019, une entente a été conclue entre l'Accord et la BGMEA avec la sanction du gouvernement du Bangladesh. Cela a mené à l'établissement d'une entité sur la sécurité nationale qui s'appellera le *RMG Sustainability Council* (RSC), qui reprendra toutes les opérations de l'Accord et héritera de l'infrastructure et du personnel de l'Accord. Cette percée fait en sorte que les progrès réalisés au sujet de la sécurité dans les usines du Bangladesh continueront. L'Accord a reçu la permission de poursuivre ses opérations pendant une période de transition de 12 mois.

Le RSC sera dirigé par un collectif composé de représentants de la BGMEA, des marques mondiales et des syndicats nationaux et internationaux en coopération avec le gouvernement du Bangladesh. Le RSC continuera à faire des inspections d'usines, des travaux de remise en état, des inspections de suivi, à former des travailleurs et à maintenir un mécanisme de grief. Toutes les caractéristiques de transparence de l'Accord seront aussi préservées, y compris la divulgation complète de tous les résultats d'inspection et d'activités de remise en état sur un site Web public.

## Signataire d'initiatives collaboratives

VCIM croit qu'un placement responsable consiste à appuyer des initiatives et des organisations qui militent en faveur d'un impact social et environnemental positif dans le monde. En 2019 et durant le premier trimestre de 2020 :

- Nous sommes devenus membres de la *World Benchmarking Alliance*, un réseau mondial composé des secteurs public, privé et de la société civile qui encouragent l'évaluation des performances des sociétés relativement aux objectifs du programme de développement durable des Nations Unies. VCIM a participé en 2019 à une table ronde sur l'incorporation des sexes dans les critères d'évaluation qui sera publiée en septembre 2020.
- Nous sommes devenus signataires de la *Investor Statement on Coronavirus Response*. Cette déclaration exhortait la communauté commerciale à prendre des mesures pour protéger ses salariés, fournisseurs, clients et collectivités durant la pandémie en accordant des congés payés et une importance prioritaire à la santé, en conservant des salariés, en maintenant les relations entre fournisseur et client, et en faisant preuve de prudence financière.
- Nous avons adhéré à l'initiative *Access to Nutrition Foundation* comme signataire. Cette initiative cible les grands fabricants d'aliments et de boissons afin d'améliorer le profil nutritif des aliments et boissons commercialisés dans le monde entier.
- VCIM s'est joint à *Investors for Opioid and Pharmaceutical Accountability*, une initiative qui veille pour l'essentiel à améliorer la gouvernance des conseils d'administration pour résoudre les préoccupations ESG liées à la crise des opioïdes et au secteur pharmaceutique.
- VCIM a appuyé la déclaration des investisseurs mondiaux aux gouvernements sur le changement climatique. La déclaration demande aux décideurs mondiaux d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de l'Accord de Paris, d'accélérer les investissements du secteur privé dans la transition à une économie à faibles émissions de carbone et de s'engager à améliorer la présentation des rapports financiers liés au climat en appuyant publiquement les recommandations du TCFD.
- VCIM a adhéré à la *Plastic Solutions Investor Alliance* (PSIA), un groupe d'investisseurs en contact avec des sociétés ouvertes sur la menace que pose la pollution par les plastiques. La PSIA encourage les entreprises utilisant des emballages en plastique à appuyer les mesures de politique publique visant à réduire les déchets en plastique, à divulguer leur usage annuel d'emballages en plastique, à fixer des cibles de réduction de l'utilisation du plastique, à faire la transition pour que l'emballage plastique soit recyclable, réutilisable ou compostable, et à mettre au point des solutions de rechange au plastique à des fins d'emballage.



- 
- <sup>1</sup> *Ten Years in Public Health: 2007-2017*, Dr Margaret Chan, directrice générale, OMS, 2017.
- <sup>2</sup> *History of Vaccines – Measles Report*, (<https://www.historyofvaccines.org/timeline/measles>).
- <sup>3</sup> Guide de l'Organisation mondiale de la santé pour définir les conséquences économiques des maladies et des blessures, 2009.
- <sup>4</sup> *Ten Years in Public Health: 2007-2017*, Dr Margaret Chan, directrice générale, OMS, 2017.
- <sup>5</sup> Christophe McGlade & Paul Ekins, *The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2°C*, Nature, vol. 517, pp. 187–190, janvier 2015.
- <sup>6</sup> *Global Linkages Report: A Graphic Look at the Changing Arctic*, Programme des Nations Unies pour l'environnement et GRID-Arendal, mars 2019.
- <sup>7</sup> *Feeding Ourselves Thirsty*, Ceres, octobre 2019.
- <sup>8</sup> Mandy Freund et Benjamin Henley, *Recent Australian droughts may be worst in 800 years*, Université de Melbourne, 2019.
- <sup>9</sup> Amal Ahmed, *Last year's historic floods ruined 20 million acres of farmland*, Popular Science, 20 janvier 2020.
- <sup>10</sup> *Tackling Climate Change through Livestock – A Global Assessment of Emissions and Mitigation Opportunities*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2013.
- <sup>11</sup> *Future of food – the investment case for a protein shake up*, FAIRR, septembre 2016.
- <sup>12</sup> Le dichlorodiphényltrichloréthane, mieux connu sous l'abréviation DDT, est un composé chimique incolore, insipide et pratiquement inodore, un composé organochloré. Il a été mis au point comme un insecticide, puis est devenu notoire pour son impact sur l'environnement.
- <sup>13</sup> U.S. Agency for Toxic Substance and Disease Registry (ATSDR), projet de profil toxicologique pour le glyphosate, avril 2019.
- <sup>14</sup> Zhang, L. et coll., *Exposure to Glyphosate-Based Herbicides and Risk for Non-Hodgkin Lymphoma: A Meta-Analysis and Supporting Evidence*, Mutation Research-Reviews in Mutation Research, 2019 (<https://doi.org/10.1016/j.mrrev.2019.02.001>).
- <sup>15</sup> *Mount Polley mine storage facility failure*, Programme des Nations Unies pour l'environnement et GRID-Arendal, 2017.
- <sup>16</sup> *Observatoire de l'OIT: Le Covid-19 et le monde du travail*, 3<sup>e</sup> édition, Organisation internationale du travail, avril 2020.
- <sup>17</sup> *How to Advocate for Pay Equity Analysis*, PayScale, mai 2020.
- <sup>18</sup> *Women in Financial Services*, Oliver Wyman, 2016 (<https://www.oliverwyman.com/our-expertise/insights/2016/jun/women-in-financial-services-2016.html>).
- <sup>19</sup> Morten Bennedsen et coll., *Do Firms Respond to Gender Pay Gap Transparency?*, novembre 2018 ([http://tsoutsoura.com/Gender\\_Gap.pdf](http://tsoutsoura.com/Gender_Gap.pdf)).
- <sup>20</sup> *Human Rights in the Digital Age: Can they Make a Difference?*, discours liminaire de Michelle Bachelet, Bureau du Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, 17 octobre 2019.
- <sup>21</sup> Au moment de la publication de ce rapport, les résultats du vote n'étaient pas encore connus.
- <sup>22</sup> *Accord on Fire and Building Safety in Bangladesh*, juillet 2018 (<https://bangladeshaccord.org/updates/2018/07/20/achievements-2013-accord>).

---

Les renseignements fournis dans ce document ne constituent en aucun cas un conseil juridique, fiscal ou financier. Il vous est recommandé de toujours consulter un conseiller compétent avant de prendre une décision de placement. Les commentaires fournis par le conseiller en valeurs ou le sous-conseiller en valeurs qui est responsable de la gestion du portefeuille de placements du fonds, tel que spécifié dans le prospectus du fonds (« gestionnaire de portefeuille »), représentent son avis professionnel, ne reflètent pas nécessairement les points de vue d'iA Clarington, et ne doivent pas être considérés comme étant fiables à toute autre fin. Aucun renseignement fourni dans ces commentaires ne devrait être considéré comme un conseil d'achat ou de vente d'un titre quelconque. La description de certains titres dans ces commentaires est fournie seulement à des fins d'illustration. Les fonds communs de placement peuvent vendre ou acheter des titres à tout moment, et la valeur des titres détenus en portefeuille peut augmenter ou diminuer. Le rendement passé d'un titre peut ne pas se reproduire. À moins d'avis contraire, la source des renseignements fournis est le gestionnaire de portefeuille. Les énoncés faits dans ces commentaires à l'égard du futur présentent les points de vue actuels du gestionnaire de portefeuille concernant des faits futurs. Les faits réels peuvent différer. iA Clarington décline toute responsabilité quant à la mise à jour de l'un ou l'autre de ces énoncés. Les renseignements présentés peuvent ne pas englober tous les risques associés aux fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus pour une explication plus détaillée sur les risques précis qui existent à investir dans fonds communs de placement.

Des commissions, des commissions de suivi, des frais et des charges de gestion, des frais et des charges de courtage peuvent être exigés pour les placements dans des fonds communs de placement, y compris les placements effectués dans des séries de titres négociés en Bourse des fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement passé peut ne pas se reproduire. Tous les produits qui ne sont pas offerts par l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. et qui sont présentés dans ce document sont la propriété de la société correspondante et sont commercialisés par cette dernière, et ils ne sont utilisés ici qu'à titre d'illustration seulement.

Les Fonds iA Clarington sont gérés par Placements IA Clarington inc. iA Clarington et le logo d'iA Clarington sont des marques de commerce, utilisées sous licence, de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

[iaclarington.com](http://iaclarington.com)